

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

UN CONTINENT EVIRE

de JULIUS KAISER

L'histoire n'enseigne rien aux Européens et à leurs dirigeants. Il semble qu'ils manquent de logique et du sens des réalités. Devant l'évidence de l'expansionnisme russe, déjà dans le cœur de l'Europe menaçant de l'occuper pour sortir de son échec économique, la «proie potentielle» parle encore de coexistence, résignée à la division du monde en deux zones d'influence et de pouvoir. La seule pensée: la paix à tout prix, pour une vie tranquille de société de consommation. Mais pour combien de temps encore?

Les Américains ne sont pas venus au monde pour défendre l'Europe. Celle-ci doit se défendre d'elle-même ou se montrer telle, car les Russes ont toujours respecté l'attitude ferme et la force. Malgré la crise, l'Europe est un géant économique vis-à-vis de la Russie. Et la force militaire porte du potentiel économique.

Mais où sont nos «hommes» au vrai sens du terme, pour comprendre la situation, prendre conscience de leurs devoirs et les mesures nécessaires. La faiblesse des hommes les poussent vers un matriarcat dangereux! Et Pierre le Grand avance dans ses plans à travers les hommes de ses Russes, masqués par des «idéologies».

Il est incroyable que la France veuille obtenir de la grandeur perdue par des accords extra avec les Russes! Il est inadmissible d'accabler davantage par tous les moyens l'Allemagne qui, malgré sa division, maintient encore ses bénéfices soviétiques, nous a donné une leçon d'économie

et de démocratie. Il est impardonnable, dans une société évoluée, de maintenir un «droit de grève» gaspillant la force économique comme en Italie. Le plus convaincu européen, M. Hua Guofeng, que nous attendons, aura-t-il le pouvoir de réveiller nos forces... par des convictions miraculeuses? Espérons-le! Les grands maîtres de la politique ancienne pendant un millénaire, les Roumains, considéraient vis visus viribus unitis.

La République Démocratique Allemande fête le 7 octobre, avec un bruit étourdissant et sans pécher par la modestie, son trentième anniversaire. L'événement mérite d'être évoqué pour plusieurs raisons importantes, parmi lesquelles nous citons la remise en discussion du rôle des Allemands dans l'avenir de l'Europe et la leçon d'économie politique et de sociologie qui se dégage de cette expérience assez longue.

La présence de M. Brejnev à Berlin-Est et la teneur de ses discours ont rappelé aux naïfs et aux crédules que toute espérance en un relâchement de l'emprise soviétique au centre de l'Europe est vaine. Les Soviétiques ne cèdent pas un millimètre de ce qu'ils ont gagné ou pris par la force - et, naturellement, grâce à la faiblesse du monde libre - et l'Allemagne de l'Est représente pour eux un bastion irremplaçable contre l'Occident. La réduction unilatérale des forces armées soviétiques en Allemagne annoncée par M. Brejnev fait rire par sa quantité insignifiante par rapport au total et surtout par son peu d'importance par rapport aux engins dont sont et seront équipées les divisions

qui restent en place.

Certes, le désarmement et la réduction de la tension au coeur de l'Europe sont des facteurs de maintien de la paix et créent des prémisses favorables pour le progrès de l'unification européenne. Cependant ce que M. Brejnev a offert à Berlin-Est n'est ni encourageant ni sincère; c'est de la pure démagogie et pas trop subtile. Il est vraiment triste de devoir constater une fois de plus le charme que la propagande communiste exerce sur de larges couches de l'opinion publique à l'Occident et même sur des personnalités politiques de bonne foi et respectables: on ne croit pas aux preuves du renforcement militaire des pays du pacte de Varsovie, surtout en Allemagne, on ne voit pas la terrible cohérence d'une politique expansionniste et impérialiste, et on se laisse persuadés en revanche par des phrases démagogiques sur des soi-disant intentions pacifiques.

A l'Occident, la presse est libre. Drôle de liberté qui voit les journalistes s'exprimer avec une infinité de précautions sur les aspects négatifs du «socialisme réel» pour ne pas heurter la susceptibilité de la gauche et de peur d'être taxés de réactionnaires et de myopes! Et encore... Avec très peu d'exceptions, les journalistes occidentaux exercent leur liberté en critiquant les vices du capitalisme et en épargnant avec soin et délicatesse l'autre système socio-politique.

Que se passe-t-il réellement en R.D.A., derrière le rideau de fumée de la propagande? N'oublions pas que de 1950 à 1961 la R.D.A. perdait 2,6 millions de personnes, qui se sont enfuies à l'Ouest. Seule la construction du mur de Berlin réussit à arrêter cette impressionnante hémorragie de population qui parle plus clairement que l'oeuvre complète de M. Brejnev.

Depuis trois ans, l'objectif d'augmentation du revenu national est régulièrement manqué. Plusieurs branches industrielles (la chimie, la construction mécanique, divers secteurs de l'industrie de consommation) accusent des retards considérables sur le plan. Le renchérissement du pétrole soviétique et la nécessité de s'approvisionner auprès des cheiks ont accru les tensions dans le domaine du commerce extérieur. A Berlin-Est, le «numéro un» soviétique n'a pas dit, à ce propos, que le déficit annuel de l'Allemagne de l'Est avec les pays occidentaux est au moins de deux milliards de dol-

lars et l'endettement global atteindrait, paraît-il, une douzaine de milliards de dollars.

«Le socialisme réel se traîne désespérément à la remorque de notre temps»

Ce ne sont pas les propos d'un anti-communiste enragé ou d'un scribe payé par un capitaliste. La phrase appartient à Robert Havemann, professeur universitaire en Allemagne de l'Est, physicien de grande renommée et *membre du parti communiste depuis 1932* (dont il a été exclu en 1964 pour son «hérésie»).

A l'occasion du 30ème anniversaire de la R.D.A., il a rédigé «Dix thèses» dans lesquelles il analyse la situation politique et sociale dans son pays. En parlant des obstacles internes au développement de la R.D.A., M. Havemann mentionne «la dictature de l'appareil central du parti, qui n'est soumis à aucun contrôle démocratique» malgré la condamnation officielle du stalinisme. Il rappelle que «d'importants droits fondamentaux furent supprimés dans la Constitution de 1968» (droit de grève, de porter plainte contre les organismes de l'Etat, etc.) et «toutes les possibilités d'exprimer publiquement une pensée non orthodoxe» sont tombées «sous le coup de lourdes peines». Le communiste Havemann se voit obligé de reconnaître que de très nombreuses personnes éprouvent «la nostalgie de voir restaurée l'ancienne domination de classe et qui préfèrent le système capitaliste de la R.F.A. au socialisme réel». En critiquant les mesures de répression prises par le gouvernement, il constate que «toutes les restrictions apportées à la liberté aboutissent à des résultats contraires à ceux qui sont recherchés», car ... finalement, même les derniers vestiges de confiance réciproque entre les citoyens et l'Etat finissent par disparaître.

«Faites du trentième anniversaire de la R.D.A. un spectacle des réalisations du socialisme sur le sol allemand!» proclamait un des mots d'ordre lancés cette année par le régime de M. Honecker. En fait de réalisations, les *Dix thèses* du dissident est-allemand en disent long. Et ce sont des choses que le leader soviétique n'a pas dit lors de sa récente visite triomphale à Berlin-Est.

J. K.

ELECTIONS EUROPEENNES: A LA FRONTIERE DE L'ECHEC!

de MARC DOORENBOS (*) et PAUL van OYE (**)

Pourquoi parler d'échec?

Cent dix millions d'électeurs furent appelés aux urnes, soixante-cinq millions d'entre eux s'y présentèrent! Autant de victoires? tant de défaites? Qu'est-ce à dire? La presse a longuement commenté ces résultats, mais ces commentaires ne valent pas la peine d'être retenus. En effet, quel journaliste peut-il se prévaloir d'avoir commenté ce résultat sur le plan européen? Quel commentateur affirmera-t-il que son analyse a dépassé le stade de la nation qu'il envisage ou de laquelle il est originaire?

De même, est-il un homme politique - candidat aux élections de juin - qui ne fit de réflexions sur les résultats de SON parti dans SON pays?

Voici assez de questions! Voilà trop de doutes quant à la véritable foi des adeptes politiques de l'Europe.

En évitant de nous livrer à l'estimation des phénomènes psychologiques qui ont - ou qui auraient - pu influencer l'électeur et l'élu européen, nous tenterons de déterminer les éléments qui expliquent les résultats des premières élections européennes, à l'échelon européen.

Le portrait de l'électeur européen

Qu'il fut préoccupé par ses soucis matériels, ou sans préoccupations particulières, l'électeur européen a eu l'occasion de se faire une idée de l'Europe depuis une dizaine d'années; il est permis d'affirmer que cette «idée» a pu être largement conditionnée par la fonction économique et le degré d'intellectualisme de l'individu. En effet, l'Europe ne fut - jusqu'à il y a peu de temps - qu'un sujet journalistique peu spectaculaire et traité avec l'objectivité relative aux actualités routinières. Le citoyen n'était que peu concerné. Mais, voici que l'année mil neuf cent septante-neuf éveilla dans nos pays des campagnes promotionnelles intensées au profit

1. d'une entité européenne qui parut subitement comme affreusement abstraite,
2. d'hommes politiques - généralement engagés sur leur propre territoire - proclamant des slogans européens - donc abstraits -, ou nationaux, donc extra-européens.

Conséquence? Le vote fut nationaliste ou il ne fut pas!

Le portrait du candidat européen

Quelle que soit la conception de l'Europe que l'on se fait, neuf pays la composent, neuf pays sont chargés de la former. Pourquoi s'étonner dès lors que le candidat euro-

(*) Professeur à l'Institut Commercial de Bruxelles.

(**) Directeur de l'Institut de Documentation et d'Etudes européennes.



péen soit natif de l'un de ces pays? Pourquoi même contester le fait qu'il use des structures politiques de ce pays pour se hisser à l'échelon européen?

Par contre, nous ne pouvons que mépriser l'attitude de certains hommes politiques qui se présentent sur les listes électorales dans le seul but de trouver un répit - ou un tremplin - politique dans l'hémicycle de Strasbourg, sans affinités, ni compétences européennes particulières.

Combien sont-ils?

Et combien sont-ils, les militants européens, compétents et engagés dans les problèmes de la doctrine occidentale, qui surent convaincre le pouvoir politique de leur pays de leurs capacités afin de prendre part au pouvoir législatif auquel ils aspirent?

Tout, en ces lignes, nous incite à constater que l'homme politique est un «produit» qui est proposé à l'électeur-consommateur.

Mais qui faut-il accuser?

M. Doorembos - P. van Oye



Nous ne rappellerons pas tous les moyens qui ont été mis en oeuvre pour faire voter l'électeur.

Néanmoins, il nous semble évident que les bureaux dits «de presse et d'information» ont grandement failli à leur tâche. Ce sont les grands vaincus de ces élections.

Composés d'hommes imbus de préjugés, croyant tout savoir sur tout, n'ayant aucune notion de ce qu'est l'information, surtout lorsqu'elle devrait être objective, ils sont même parvenus, au travers de leurs publications, à commettre des fautes et à publier des erreurs effrayantes que tout homme, un tant soit peu au courant des institutions internationales, n'aurait pas commises. Preuve, s'il en faut, de leur connaissance plus que faible des institutions européennes.

Des sommes astronomiques y ont été englouties, sans que cela serve à quelque chose. Jamais le citoyen n'aura été aussi mal informé!

Enfin, sommet de leur inutilité, il a été, tout au long de cette période électorale, très difficile, voire impossible, pour quiconque de s'y procurer l'information nécessaire. Heureusement, le secteur privé, ainsi que les partis politiques, y ont suppléé et les ont, efficacement, remplacés.

Restent les mouvements européens. Ceux-ci ont eu, durant plus de trente ans - pour les plus anciens d'entre eux -, pour but de promouvoir l'intégration européenne. Il nous faut remarquer qu'ils ont effroyablement manqué à leur mission.

D'une part, pour tout observateur, ces mouvements ressemblent furieusement à un club d'amis dont le but, sous des couvertures européennes, est d'organiser quelques belles réunions - mondaines de préférence - auxquelles devraient pouvoir assister un maximum de hautes personnalités. Belle sensibilisation de masse!

Les autres n'organisent rien, ce qui se révèle beaucoup plus simple, et se contentent de publier un périodique divulguant de trop tristes banalités.

De plus, certains responsables de mouvements dits pro-européens ont cru intelligent de figurer sur des listes ne défendant aucun programme européen, à quel que niveau que ce soit, et qui développaient même des idées anti-européennes.

Conclusion

La réelle dimension européenne des débats est restée absente: il n'a presque jamais été argué du choix doctrinal - confédération, fédération, intégration, supra-nationalité -, de l'enjeu réel de ces élections - extension ou non des pouvoirs du Parlement européen, la possibilité pour ce dernier de se transformer en Constituante.

Tout le monde, à de rares exceptions près, était partisan de l'Europe; mais nous n'avons jamais pu savoir de quelle Europe il s'agissait. Tous les débats ont porté sur les situations nationales.

Enfin, le Parlement européen est composé de quatre cent dix personnes. Combien d'entre elles sont au moins bilingues? Combien d'entre-elles connaissent *REELLEMENT* les problèmes européens?

Très peu, trop peu!

Le choix des candidats n'a jamais été opéré en fonction des mérites et des connaissances de celui-ci, mais bien en fonction de son image de marque. Et la nouvelle composition du bureau du Parlement européen en est une nouvelle et bien triste preuve.

Mesdames et Messieurs les députés «européens»: il vous reste cinq ans pour nous convaincre. Mais, la voie dans laquelle vous vous êtes engagés ne pourra nous convaincre que d'une seule chose: votre complète inutilité.

Les premières démissions en votre sein en est la preuve. Les véritables européens vous quittent déjà!

UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ

(Extraits de la déclaration de
Léo Tindemans à la séance inaugurale
du Parlement européen - 1979)

«... Après des décennies de rivalités, de lutte, de haine et de guerres, nous avons pour la première fois dans l'histoire, élu en commun un Parlement européen au sein duquel nous débattons de la politique la meilleure pour nos pays...

Le Premier ministre français a déclaré, il y a quinze jours: «Commençons par des mesures concrètes» et, comme l'ont rapporté les journaux, il a ajouté «pourquoi ne pas entamer dès à présent le problème de la politique commune énergétique et de la politique commune du transport». Je voudrais plaider en faveur d'un grand débat sur ce qu'on appelle «the state of the union», quelle est la situation de la Communauté, étudier à quel point la Communauté fonctionne, voir si la circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux existe vraiment et si nous ne sommes pas déjà les victimes d'un protectionnisme camouflé. Voyons ensemble comment nous pouvons faire progresser l'union économique et monétaire maintenant que nous avons démarré avec le système monétaire



européen...

En matière de coopération politique il est absolument indispensable que dans ce monde, nous parlions des grands problèmes de cette ère dangereuse avec une seule voix, une voix européenne. Il suffit de songer au danger qui menace le Moyen-Orient, songeons au dialogue Nord-Sud, à nos relations avec les Etats-Unis d'Amérique et, je n'hésite pas à le dire, ayons le courage de parler du problème de la sécurité européenne.

N'évitons pas de traiter, comme Européens, du pro-

blème des droits de l'homme et montrons que, lorsqu'il y a des situations catastrophiques dans le monde tel que le génocide au Vietnam, nous avons le courage de faire des choix, de prendre position et de prendre des décisions sur un problème aussi grave ...

La richesse de l'Europe sur le plan culturel, c'est précisément la diversité de nos cultures et de nos langues. Nous ne devons donc pas créer de faux problèmes pour nous-même en faisant comme si l'Europe unie était éventuellement un «melting pot»...: nous restons attachés à notre propre culture, à notre pays, mais nous avons compris qu'une série de problèmes ne peuvent être résolus qu'en commun, que nous ne pouvons plus les surmonter seuls et que dès lors, nous devons unir l'Europe, nous devons coopérer...

Ceci veut dire que personne, y compris les petits pays, n'ait jamais l'impression d'être dominés ou submergés par les grands ou par un directoire quelconque: ceci veut dire que tous seront respectés comme des Etats membres à part entière...

Anniversaires

LE PACTE FATALE ENTRE HITLER ET STALINE

Commémoration soviétique du début de la guerre mondiale

S'inspirant du slogan que la meilleure défense est l'attaque, les mass media soviétiques se sont occupés, ces jours derniers, d'une question qui n'est certes pas une page glorieuse de l'histoire de l'Union soviétique. Le quarantième anniversaire du pacte de non-agression conclu avec l'Allemagne de Hitler qui a permis le «blitz» allemand contre la Pologne, a servi au journal gouvernemental les «Izvestia» et à l'agence de presse «Tass» pour lancer une série d'accusations contre des historiens «bourgeois» qui se sont entachés de la faute d'avoir *déformé volontairement et vulgairement* la préhistoire de la Seconde Guerre mondiale.

Moscou offre ensuite sa propre optique du prélude de la guerre qui est également caractérisée par une interprétation qui passe sous silence des faits d'une importance déterminante et avance des affirmations dont la fausseté peut être constatée même par des élèves des écoles secondaires ayant un léger vernis d'histoire, pour ne pas parler des contemporains qui ont un souvenir direct des événements.

Une raison, compréhensible d'ailleurs, qui pousse les Soviétiques à parler de ce thème épineux est le désir de Moscou de justifier son attitude vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne. Mais en agissant ainsi, la propagande soviétique ne résiste pas à la tentation d'embellir quelque chose qui n'est pas justifiable: l'aide qu'a apportée Staline à Hitler dans l'invasion de la Pologne.

Etant donné «la politique de pacification des puissances occidentales» et «le danger d'une conjuration antisoviétique de

la part du camp impérialiste» avec laquelle devait être menée l'agression de Hitler contre l'Urss, l'Union soviétique se serait vue contrainte, à la fin, de conclure ce pacte avec l'Allemagne nazie. C'est avec ces autres affirmations que le commentateur de la «Tass», Ivanov, justifie la ligne soviétique. Ivanov s'éloigne de la réalité historique en affirmant, également, que l'Union soviétique n'aurait plus pu refuser d'accepter l'offre allemande du pacte de non-agression au moment où, le 20 août 1939, Hitler avertissait Staline que la crise pouvait éclater d'un moment à l'autre.

Tout ceci a une certaine logique, mais n'a rien à voir avec la situation réelle de Staline. Au moment où Hitler envahissait la Tchécoslovaquie, on ne pouvait plus parler de politique de pacification et de «conjuraison antisoviétique». La Grande-Bretagne et la France s'étaient engagées, à la suite de cette violation du droit international par les Allemands, à aider la Pologne que l'on pouvait facilement imaginer être la prochaine victime désignée par les désirs expansionnistes des nazis. C'est ainsi que les puissances occidentales avaient pris nettement position contre Hitler en faisant s'estomper le soupçon d'une coalition anti-soviétique. Le dictateur allemand prit tellement au sérieux l'engagement britannique vis-à-vis de la Pologne qu'il retira en toute hâte, à la nouvelle du pacte anglo-polonais, l'ordre d'invasion donné à la Wehrmacht le 26 août 1939 pour tenter de contraindre les Polonais par le truchement de pressions politiques.

En réalité, Staline se trouvait donc dans la situation commode d'être courtisé par

deux groupes de pouvoir adversaires et prêts à se faire la guerre. En effet, il n'y eut pas que les nazis qui proposèrent alors un pacte de non-agression pour avoir la voie libre pour agresser la Pologne. Du 11 au 26 août 1939, il y eut à Moscou des pourparlers avec une délégation militaire franco-britannique dans le but de bloquer Hitler.

Si Staline avait alors décidé en faveur de la «carte occidentale», on serait arrivé à une «coalition contre Hitler» avec, derrière soi, les Etats-Unis contraires au nazisme et dont le poids aurait probablement fait une certaine impression sur le dictateur allemand. Hitler, lui-même, avait écrit dans «Mein Kampf» que la guerre sur deux fronts avait été l'erreur maîtresse commise par le Kaiser Guillaume. La naissance d'une telle coalition contre Hitler aurait apporté une nouvelle vigueur aux courants d'opposition qui s'étaient créés au sein de la Wehrmacht et qui voulaient se révolter contre Hitler, déjà à l'époque de la crise des Sudètes et qui avaient été écartés à cause de la complaisance de Chamberlain.

Mais restons-en aux faits. Staline opta pour Hitler et l'on en connaît les conséquences. Comme les arguments soviétiques en faveur de Staline ne sont pas valables, on en vient à se demander quels sont les véritables motifs qui ont poussé le dictateur soviétique - alors qu'en août 1939 il n'était, en fait, absolument pas obligés de soutenir Hitler - à se ranger aux côtés de l'Allemagne. Au printemps 1939, Staline avait remplacé le ministre des Affaires étrangères Litvinov (juif) par Molotov pour préparer le terrain du rapprochement vers l'Allemagne nazie et raciste.

La clé qui permet de comprendre le comportement de Staline se trouve dans le «protocole secret» du pacte de non-agression germano-soviétique qui, le 23 août 1939, avait été ajouté au texte officiel sur le désir exprimé par les Russes et dont l'existence - non niée, mais ignorée par Moscou - est devenue du domaine public, malgré la violente opposition soviétique lors du procès de Nuremberg contre les criminels de guerre. Ce protocole secret qui «en cas de changements politiques et territoriaux» en Finlande, Estonie, Lettonie, Lithuanie et Pologne définissait «les sphères d'intérêt» allemandes et soviétiques était, en réalité, le prix que Staline deman-

dait à Hitler de payer pour lui accorder son soutien. Par la suite, la Bessarabie roumaine fut ajoutée au protocole.

Il est évident que bien que disposées à faire de larges concessions, les puissances occidentales ne pouvaient pas accepter ce commerce. Hitler payait le prix le plus élevé avec la liberté et les territoires des peuples de l'Europe orientale, et le fait que Moscou encaissait rapidement le prix convenu est démontré par les événements qui se succédèrent en Europe orientale. Non seulement Staline participa à la guerre contre la Pologne, mais il fit également occuper les Etats baltes et arracha à la Roumanie et à la Finlande les provinces convoitées le long de la frontière. Jusqu'à ce jour, l'Union soviétique n'a pas restitué ne serait-ce qu'un mètre carré de ces territoires annexés avec l'aide de Hitler; mais ceci n'empêche nullement le Kremlin d'attaquer violemment le colonialisme occidental qui a abandonné ses positions depuis des années.

Ces constatations ne sont pas exprimées pour démontrer un caractère querelleur, mais pour que l'on puisse comprendre la situation actuelle en connaissant l'Histoire: Le peuple russe a payé une contribution épouvantable à la suite de la politique de pouvoir suivie par Staline et parce que Hitler se retourna ensuite contre l'Union soviétique, son alliée, pour conquérir «l'espace vital» en Europe orientale.

Il faut admettre, avec les «Izvestia», que le peuple soviétique et ses forces armées ont contribué d'une façon déterminante à la destruction de l'Allemagne nazie. Mais, lors des premières années de la guerre, on a bien peu constaté de «l'invincibilité du socialisme» et de «l'art de la guerre soviétique», tellement loué par le journal gouvernemental soviétique.

Staline avait liquidé le corps du commandement de l'Armée rouge et avait contribué, avec des ordres absurdes, de style hitlérien, à la défaite russe au cours de la première partie de la guerre. Ce fut une leçon pour l'Armée rouge et des aides déterminantes arrivèrent sous la forme d'armes et de fournitures de la part des puissances occidentales; en outre, la politique d'asservissement raciste de Hitler fit apparaître le sanguinaire Staline comme le moindre des maux.

(Extrait du «Tagesspiegel», 26 août 1979)

DOCUMENTS DU CONSEIL DE L'EUROPE



3e CONFERENCE MINISTERIELLE EUROPEENNE SUR L'ENVIRONNEMENT

Berne, 19-21 septembre 1979

RESUME DU RAPPORT PRINCIPAL

La compatibilité de l'agriculture et de la sylviculture avec la protection de l'environnement, rapport présenté par la Délégation suisse

Autrefois, l'Europe était presque entièrement couverte de forêts. Cette couverture a reculé peu à peu devant les défrichements au profit des prairies, des pâturages, des champs et des terrains bâtis. En raison de la diversité extraordinaire du relief et des climats européens il s'est ainsi constitué un paysage de culture multiforme créé par l'homme. Cette diversité est aujourd'hui menacée. L'espace rural est en quelque sorte réduit à la portion congrue. Qu'est-il arrivé?

La révolution agricole

Sous l'effet de l'évolution économique générale, la structure agraire est constamment en mutation. On peut dire qu'une véritable révolution est intervenue dans les méthodes d'agriculture ces 35 dernières années. Le cheval de labour a été relayé par le tracteur, les sols pauvres ont pu être fertilisés par des engrais chimiques, les herbicides viennent à bout de presque toutes les mauvaises herbes et les effets néfastes des champignons et des insectes peuvent en grande partie être combattus par les fongicides et les insecticides. Le mode d'exploita-

tion a été modifié par cette situation nouvelle. La diversité des cultures n'est plus aussi grande, le nombre des produits agricoles attrayants pour les exploitants diminue, l'utilisation de ces produits est simplifiée pour des raisons de rentabilité et le recours aux auxiliaires chimiques (engrais, pesticides) augmente fortement. D'autre part, l'élevage industriel des animaux, qui est indépendant de la superficie, est en accroissement.

Economie contre écologie?

L'agriculture s'efforce de maîtriser les écosystèmes en recourant massivement aux produits chimiques pour obtenir de très hauts rendements avec quelques espèces végétales. La nature régule les écosystèmes en les stabilisant par la multiplicité des espèces végétales et animales. Ces deux actions ne sont pas compatibles. L'exploitation intensive du sol menace de détruire la diversité biologique et d'appauvrir le paysage, troublant ainsi les subtils rapports d'échanges et l'état de dépendance des organismes vivants dans le monde végétal soumis au travail de l'agriculteur. Ce mode d'exploita-

tion est principalement inquiétant pour la fertilité durable du sol. Les pertes alarmantes du monde animal et végétal sauvage, condamné par ce qu'on appelle les listes rouges, montrent que l'équilibre écologique est déjà sensiblement perturbé en bien des endroits. Naturellement les conflits sont particulièrement graves dans les exploitations où l'agriculture se pratique sur une grande surface et où le recours aux produits chimiques augmente brutalement, mettant l'environnement lourdement à contribution et compromettant les équilibres.

Il ne faut pas oublier également qu'aujourd'hui la forêt, la forme la plus durable de couverture végétale, est aussi en danger, du fait du souci de rentabilité, des transformations subies de ce fait par les forêts de feuillus et de conifères, de l'état d'abandon dans lequel la forêt est laissée et de l'avance des défrichements.

A la recherche d'une nouvelle stratégie d'utilisation des sols agricoles

Il faut donc chercher une nouvelle stratégie d'utilisation des sols agricoles. Toute politique agricole et sylvicole soucieuse de l'environnement doit tendre essentiellement à une utilisation optimale des auxiliaires chimiques (engrais, pesticides etc.) dans le respect d'un ensemble de considérations globales. Cet objectif se démarque radicalement en général du seul souci d'une production maximale ou d'un coût minimal des biens alimentaires en Europe. Il importe en particulier de substituer davantage aux matières premières et auxiliaires et aux carburants, dangereux pour l'environnement, une exploitation du sol plus proche de la nature. Il faut accorder plus d'importance à la lutte biologique contre les nuisibles. Il convient de maintenir ou même, le cas échéant, de promouvoir la diversité des paysages.

La nécessité de zones écologiques de compensation

Le maintien de la diversité des formes et des intensités d'exploitation prend une importance croissante en agriculture. Cependant, l'utilisation plus extensive des terres, depuis les zones humides jusqu'aux taillis, ne peut jouer un rôle de compensation écologique que si elle porte sur une superficie suffisante et se prête à une bonne

répartition. Constituant la forme de couverture végétale la plus proche de la nature, la forêt doit garder son emprise et renforcer son rôle protecteur, utilitaire et social.

L'équilibre régional par l'amélioration des structures

L'industrialisation de l'agriculture, la constitution de grandes exploitations et la monoculture régionale ont entraîné la désertion des zones défavorisées et par contre-coup une perte de potentiel agricole, la déchéance des formes rurales de société, et enfin la mise en péril des paysages culturels considérés comme typiquement européens. C'est le paysage des zones d'agriculture intensive qui s'est le plus appauvri en éléments proches de la nature alors que dans les zones agricoles défavorisées (par exemple les montagnes) l'environnement a été relativement peu touché.

Lorsque la fonction sociale est prédominante dans l'espace rural, l'agriculture et la sylviculture prennent une importance capitale comme créatrices du paysage. Là, si la campagne veut préserver sa fonction productrice il est nécessaire de maintenir une certaine densité démographique. Or, pour maintenir une population paysanne viable, il faut poursuivre la voie souvent décrite d'une amélioration des structures de toute l'économie. La petite exploitation ou l'exploitation fournissant un revenu secondaire prend en agriculture, pour l'entretien du paysage culturel, une importance qu'on a sous-estimée jusqu'ici.

Il importe d'aider l'agriculture et la sylviculture à remplir la tâche qui leur incombe à long terme pour la protection de l'environnement parce qu'elles sont les principales productrices de matériaux primaires et de les soustraire aux contraintes économiques à court terme. Certes, il faut encourager la recherche de nouvelles méthodes de production, mais il faut aussi, de l'extérieur, aider l'agriculture à maintenir son potentiel de production alimentaire qui lui donne une position-clé. Il faut surtout la maintenir en vie grâce à un aménagement du territoire différencié qui la protège contre les utilisations superposées (industrie, logement et transport). La sylviculture et l'agriculture doivent, elles aussi, respecter et défendre les exigences d'une protection de l'environnement conçue au sens large.

L'ALPHABET GREC

de M. Assimomitis
avocat à la Cour de Cassation Hellénique

Depuis le 28 mai 1979, la Grèce est devenue un des membres de la Communauté Economique Européenne, jouissant des mêmes droits que ses autres membres et, à partir du 1 janvier 1981, notre pays, tant au fond que pour la forme, suivra le sort de ses autres associés abrités dans l'espace large qui constitue l'Europe, unie au point de vue économique et culturel.

Le souhait de nous tous qui, chacun à son poste a combattu, fidèle à l'idéal européen, pour ce grand événement, est que les générations postérieures puissent vivre, de manière réaliste et raisonnable, dans les limites d'une Europe ayant aussi obtenu son union politique. Cette union, combinée avec l'union économique, culturelle et idéologique, permettra à 240 000 000 d'Européens, peuples dynamiques et intellectuellement doués, de jouer, encore une fois, un rôle historique et directeur, comme les cellules rajeunies du corps de l'humanité.

On dit qu'après la célébration de la signature du traité de l'adhésion de la Grèce à la C.E.E., un politique grec, faisant partie de l'opposition, mais loyal et respectueux de la vérité historique, déclara, avec quelques regrets, en buvant un rafraîchissement dans le jardin du palais du Président de la République:

«L'adhésion de la Grèce à la C.E.E., même si elle était la seule réussite du grand leader de la Grèce actuelle dans sa longue carrière politique, suffirait pour le rendre égal à Eleuthère Vénizélos». A notre avis, M. Caramanlis devrait être caractérisé comme le plus grand homme d'Etat de la Grèce moderne.

Le but de cet article n'est pas d'exposer si, comment et pourquoi l'adhésion sera utile à la Grèce ni les arrangements nou-

veaux, économiques, politiques et sociaux, nécessaires à la vie publique et privée dans notre pays. Si l'imprimé distingué qu'est le «Bulletin Européen» nous accorde de nouveau l'hospitalité, nous traiterons, peut-être, ce sujet, de manière réaliste et conséquente. Car il y a peu de personne en Grèce qui savent que la C.E.E. est non une recette assurée de bonheur et de prospérité, mais, en principe, une méthode, une voie menant à la prospérité de la Grèce, à la condition que ses problèmes économiques trouvent des solutions convenables.

Avant tout, mes compatriotes doivent prendre conscience du fait que désormais ils appartiennent à la famille européenne et que, par conséquent, ce peuple installé à l'extrémité de la péninsule balkanique doit commencer à penser et à se conduire comme un peuple entièrement européen et non ni européen, ni balkanique ou bien ni asiatique.

Le peuple grec doit se défaire de ses habitudes nuisibles, de ses défauts, préjugés et préventions et mettre de plus en valeur les qualités et les vertus qui lui ont permis de survivre pendant des millénaires, comme peuple et comme race, et de faire face à des flots d'envahisseurs et de conquérants, sans perdre son identité raciale, se démontrant ainsi une cellule dure et dynamique. Ces réflexions faites, nous croyons qu'il n'est certainement pas convenable que les 240 000 000 presque de nos partenaires Européens apprennent notre langue, étant donné surtout notre alphabet anachronique. Nous autres Grecs, apprendrons, au contraire, les quatre langues fondamentales de la C.E.E., tandis que nos partenaires européens accueilleront sans doute avec plaisir certaines modifications apportées à notre langue.

Tous les Grecs ont ressenti une satisfaction particulière lorsque le Président de la République Française, au moment de la signature du traité d'adhésion de la Grèce à la C.E.E., parla Grec. Mais, à plusieurs reprises, il consulta son manuscrit qui, certainement, était rédigé en grec, mais dont les lettres étaient latines. Il en est de même pour d'autres étrangers qui ont prononcé des discours dans notre pays.

D'ailleurs, il est connu qu'il y a beaucoup de choses qui changent rapidement dans ce domaine, dans la vie publique et privée de notre pays; des écriteaux avec des noms de rues et de lieux archéologiques, des guides touristiques improvisés contenant des dialogues, des noms de bateaux, d'avions et de véhicules utilisés comme moyens de communication internationale des insignes, des produits grecs etc., sont déjà écrits en lettres latines. Enfin, dans plusieurs imprimés, livres, périodiques etc., les accents en usage dans notre langue tendent rapidement à disparaître, puisqu'ils sont déjà morts, c'est-à-dire parce qu'ils ne correspondent plus au but de ceux qui les ont établis, but consistant à faire paraître des variétés dans l'intonation ou la prononciation, variétés déjà inexistantes. J'écris ces lignes avec quelques regrets bien que je sois un partisan fervent de ces modifications - parce qu'il m'est arrivé d'être fort en grammaire et en orthographe, et de m'en vanter même parfois à des personnes qui faisaient des fautes d'orthographe. Les hommes ne sont pas exempts de vanité ...

Il est donc temps que notre Etat qui a l'honneur d'avoir récemment instauré la langue parlée dans l'administration et les écoles, ce qui a désolé les quelques grecs chauvinistes aussi bien que l'Eglise grecque qui, malheureusement, persiste à utiliser une langue archaïque (même pas le byzantin!), il est temps, dis-je, que l'Etat grec intervienne de manière décisive dans ce domaine aussi. Cela signifie que le gouvernement grec doit imposer la substitution de l'alphabet latin à l'alphabet grec, en défendant ainsi l'usage de ce dernier en Grèce.

Il y a certainement le problème des lettres grecques Γ, Δ, Θ, Ξ qu'il est difficile de transcrire en caractères latins. Mais ce n'est pas un problème insoluble.

Cette substitution sera à coup sûr une nouveauté radicale, une nouveauté toutefois entraînant la suppression non de la

langue grecque, mais d'éléments linguistiques primitifs qui ne doivent paraître désormais que dans des musées ou dans des universités enseignant le grec ancien.

Je crois que ma proposition suscitera une tempête de la part des érudits, pourtant peu nombreux, de la part de ceux qui précisément ont déjà perdu la bataille du maintien de la langue grecque savante. Je crains que les Saints pères de l'Eglise grecque ne se révoltent eux aussi, oubliant cependant que sur la Sainte Croix il y a une inscription en trois langues. Il est même possible qu'on m'accuse de trahison! Cependant, étant non pas Kémal Ataturk, mais un simple avocat, je rappelle ici qu'il y a 60 ans environ, ce leader turc a imposé dans son pays l'usage de l'alphabet latin à la place de l'alphabet arabe, sans que sa patrie ait perdu pour cela sa langue nationale ou son caractère national. Et il ne s'est trouvé personne pour l'accuser de trahison. Peut-être bien que cette initiative nous enseigne quelque chose. Nous souhaitons donc qu'en Grèce aussi apparaisse un Kémal grec, cette fois, pour trancher le noeud gordien. Nous souhaitons même que ce soit Caramanlis.

La Bible nous enseigne, malheureusement, que les hommes qui ont essayé d'atteindre Dieu, au moyen de la Tour de Babel, ont été punis par Dieu qui leur a fait perdre leur langue, jusqu'alors unique, et les a divisés en groupes qui ne pouvaient plus s'entendre à cause de la multitude de leurs langues.

Jusqu'au moment où nous expierons le péché de la Tour de Babel et que nous serons de nouveau capables de parler une langue unique pour tous les hommes - qui sait quand cela sera possible! - essayons d'abattre entre-temps, dès que et où cela nous sera possible, les cloisons étanches que constituent les guerres et les langues locales, et d'établir une communication internationale plus simple que celle de nos jours.

Faisant preuve de moins d'égoïsme et de moins de préjugés raciaux nous pourrions, peut-être, retrouver notre langue universelle perdue. Car l'unité linguistique devrait être le but le plus élevé du genre humain au seuil de l'an 2 000.

Or, un pas initial d'une importance capitale dans cette direction serait l'usage universel obligatoire de l'alphabet latin.

Les avantages de cette mesure seraient vraiment immenses!

La Grèce doit prouver qu'elle sait non seulement donner, mais aussi prendre des leçons, et une telle initiative de sa part serait sans doute une contribution précieuse à l'atteinte par l'humanité de l'objectif susmentionné, c'est-à-dire à l'adoption universelle de l'usage, non facultatif mais obligatoire, de l'alphabet latin.

Je souhaiterais même que l'imprimé distingué qu'est le « Bulletin Européen » consacre régulièrement une de ses pages à un débat public sur ce sujet, afin que des personnes plus qualifiées que moi, voire des ressortissants de pays - européens, asiatiques ou africains - où l'alphabet en usage n'est pas l'alphabet latin, puissent exprimer leurs idées.

Comment pourrait être résolue une difficulté linguistique

POURQUOI LE LATIN POUR L'EUROPE

L'élection du Parlement européen a fait rejaillir le problème d'une langue commune pour la Communauté. Nous avons donc voulu offrir, en collaboration avec d'autres scientifiques, une contribution qui focalise les éléments essentiels justifiant la relance du latin comme langue officielle de cette Communauté européenne en publiant la brochure « *Lingua Latina potestne in comunitate europaea restitui?* » (La langue latine peut-elle être restituée à la Communauté européenne?).

On soutient, dans divers milieux:

1. L'usage du latin qui a déjà été la langue de toute l'Europe pendant plus de mille ans;

2. l'espéranto, en arguant sa facilité d'emploi par les classes populaires;

3. l'anglais, parce que c'est la langue la plus parlée;

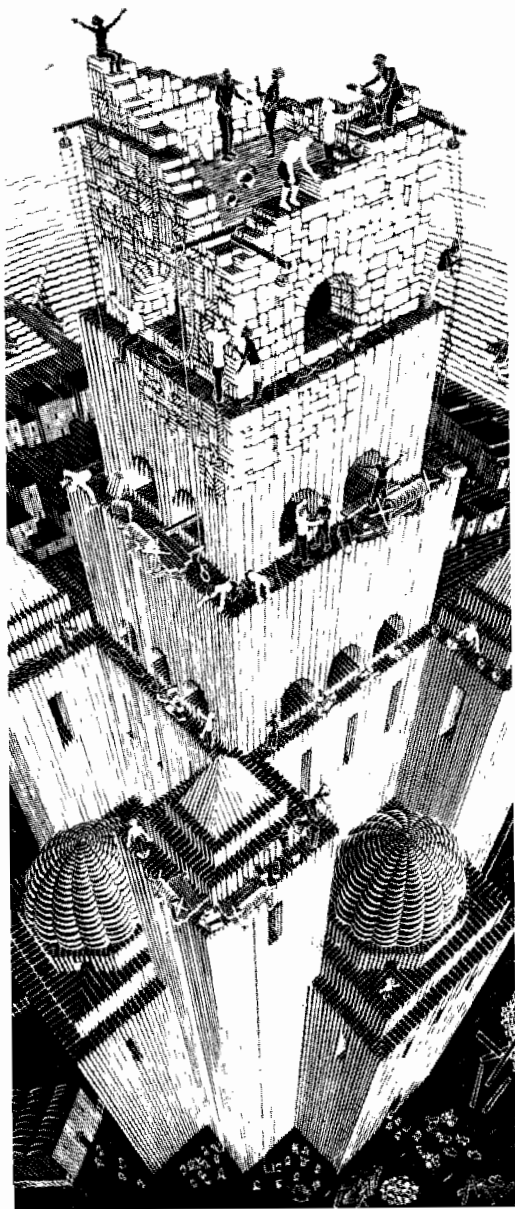
4. le bilinguisme franco-anglais, pour modérer la prédominance de l'anglais, mais également en raison de sa propre difficulté.

Nous nous sommes demandé qui a vraiment raison. Peut-être celui qui se soumet à la plus grande diffusion actuelle de l'anglais? Celui qui croit défendre sa propre culture en opposant à l'anglais la langue française uniquement? Celui qui fonde ses espoirs en une langue construite de toutes pièces et qui est, peut-être, plus facile à apprendre que les autres, mais qui n'a aucune attache avec une culture quelconque? Celui qui défend l'usage du latin parce

qu'il s'agit d'une langue supranationale et vraiment européenne? Les éclaircissements qu'apporte cette brochure aident à se forger une opinion consciente et objective sur cet important problème.

Il est certain que si on se laisse influencer par des motifs de passivité renonciatrice, le problème est immédiatement résolu parce que l'anglais et le français se sont déjà acquis une place privilégiée au sein de la C.E.E. en se considérant des langues de première catégorie par rapport aux autres même si le Traité de Rome sanctionne, en principe, la parité linguistique de tous les groupes ethniques.

Si, par contre, nous nous laissons conduire par des raisons linguistiques, alors la seule langue à préférer est la langue latine, car: 1) phonétiquement, c'est la plus facile (n'en déplaise à ceux qui ont écrit dans le journal « *La Repubblica* » qu'Andreotti ne serait pas du même avis!) et donc la plus adaptée à l'usage par les différents peuples, comme le montre le graphique reporté à la page 13 de notre brochure; 2) son orthographe est la plus facile et la plus économique (graphique à la page 14); 3) c'est la langue la plus concise et la plus linéaire (graphique à la page 17); 4) elle est la plus logique et la plus claire; et en outre, 5) elle peut amener tous les peuples sur un plan d'égalité culturelle; 6) elle permet l'expression de tous les concepts artistiques, philosophiques et scientifiques; 7) c'est le lien subtil et naturel qui unit les langues latines,



germaniques et slaves dont, également, elle n'entraverait pas un libre développement; 8) elle s'apprend bien plus facilement que les langues nationales; 9) il suffirait de produire un effort minime pour permettre immédiatement aux milliers d'enseignants et d'étudiants de latin de faire reflourir cette langue au niveau populaire.

Même si l'on devait opposer des motifs culturels, il nous faudrait conclure que la langue à préférer est le latin. Benedetto Croce eut à déclarer que « nous, Italiens, nous ne pouvons pas ne pas nous dire chré-

tiens », car toutes les expressions de notre culture sont imprégnées de christianisme. Personne ne pourrait, par exemple, comprendre ne serait-ce qu'un seul vers de la Divine Comédie sans la connaissance de la pensée chrétienne! De même, aujourd'hui, nous pouvons dire à bon droit: « Nous, Européens, nous ne pouvons pas ne pas nous dire latins, parce que la culture sur laquelle est basée notre vie est latine, car les mots dont nous nous servons ont une étymologie, totale ou partielle, latine.

Il est évident que le latin devra retrouver au niveau scolaire sa place de langue étudiée non seulement comme langue morte, mais également comme langue vivante, en commençant par le fait que les professeurs devraient être préparés à enseigner le latin en latin: comme on l'a d'ailleurs fait au cours de ces dernières décennies où l'on exigeait que le professeur d'anglais enseigne l'anglais en l'anglais. Et il sera alors possible, avec des échéances d'hypothèses didactiques bien programmées, de former une génération d'européens qui aient une propre conscience et une unité culturelle dans l'unité du lien linguistique totalement propre, tout en respectant et en développant les langues nationales. En effet, le latin ne nuirait et ne favoriserait aucune langue. Par contre, toute autre langue ferait lourdement sentir, à la longue, sa propre influence culturelle sur chaque noyau ethnique de la communauté et en modifierait la culture, le mode de vie et de pensée. A la politique, il reste ses propres responsabilités: ou le suicide de sa propre culture ou les prémisses d'un développement libre et harmonieux dans l'identité de ce que nous fûmes, de ce que nous sommes et de ce que nous serons!

Voici pourquoi nous repropsons l'usage du latin au niveau européen et de restituer à cette langue la place qu'elle occupait au cours des siècles passés. Et l'expérience que nous avons proposée, c'est-à-dire le Trimestre d'une demi-heure par jour de transmissions latines en Eurovision à envoyer sur les ondes des différentes capitales à tour de rôle quotidien, avec ensuite un éventuel référendum, pourrait être également le début de sa relance.

Ernesto Piacentini
 («Il Tempo» du 22 juin 1979)

«LA DIMENSION EUROPEENNE
DE L'ENSEIGNEMENT, DANS LES PAYS DU CONSEIL DE L'EUROPE
ET DE LA COMMUNAUTE»

Dans le contexte de l'adhésion de l'Espagne au Conseil de l'Europe et à la Communauté, l'Association Européenne des Enseignants (A.E.D.E.) organise, en collaboration de la Fondation Européenne Dragan (F.E.D.), à l'intention des collègues espagnols, du 7 au 11 Avril 1980, un Séminaire de Travail au Siège de la F.E.D. à Palma de Mallorca (Paseo Maritimo, Calle Villa Dragan, 4).

A cette occasion, seront présentées les études et les expériences faites dans divers Pays membres de l'A.E.D.E., dans l'enseignement primaire, secondaire et gymnasial pour sensibiliser les enseignants et les élèves à l'Europe.

Le programme du Séminaire et les renseignements pratiques sont disponibles auprès du Secrétariat Général de l'A.E.D.E., 122, rue de Lausanne, (1201) Genève CH.

**Le retard,
dû à des raisons
techniques, avec lequel
paraît le présent numéro
du *Bulletin Européen*
nous a induit à insérer
quelques nouvelles
relatives à certains
événements politiques
du mois d'octobre.
Nous présentons
nos excuses à
nos lecteurs.**

La Rédaction

Bulletin européen

A B O N N E M E N T S

Italie:

ordinaire	lires	6 000
de soutien	lires	30 000

Autres pays européens:

ordinaire	ff.	50
de soutien	ff.	250

Pays extra-européens:

ordinaire	USA \$	20
de soutien	USA \$	60

(ou contre-valeur dans une autre monnaie européenne - ou dollars)

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1980. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C. P. n° 36220002 à Rome au nom du

BULLETTIN EUROPEEN

Foro Traiano, 1/A 00187 - Rome

Lettres reçues

Monsieur le Professeur,

Je vous écris pour vous exprimer mon admiration et mon regret de n'avoir découvert le «Bulletin Européen», dont vous êtes le fondateur, que l'année dernière.

Européiste en herbe, alors que la Révolution russe devait encore éclater, il est pour moi impardonnable de ne découvrir l'existence du Bulletin, en vie depuis trente ans, qu'au crépuscule de ma vie!

L'étrange est que dans ma vision d'alors, l'unité européenne aurait dû comprendre tous les peuples de notre continent, si différents les uns des autres, que l'on pourrait penser que dans sa première phase l'unité se serait réalisée dans l'esclavage pour enseigner aux hommes en quoi consiste la liberté.

Vous écriviez, au mois de mai de l'année dernière: «mais ne nous limitons pas à la seule Europe occidentale; c'est à la totalité de l'Europe que nous devons penser». Et dans le «Bulletin Européen» de février de cette année: «nous vivons à une époque qui cherche un modèle de société», comme suprême point de rencontre et de synthèse des contrastes dans la substantialité oecuménique du christianisme. «En effet, il ne faudrait jamais oublier que l'Eglise chrétienne a été et continue d'être une des valeurs de base de la culture et de la civilisation européennes». C'est là un concept qui a trouvé sa confirmation et un éclat historique dans le message que le pape Jean-Paul II a récemment adressé au monde à Czestochowa, «terre de frontière» européenne.

«L'unité de l'Europe» - a déclaré le pape - passe sur le pont du christianisme car «malgré les divisions durables actuelles

des régimes, des idéologies et des systèmes économiques et politiques, l'Europe ne peut cesser de chercher son unité fondamentale qu'en s'adressant au christianisme. Malgré les différentes traditions qui existent sur le territoire européen au sein des fractions orientale et occidentale, il y a en elles le même christianisme» ... «C'est justement ce christianisme qui est dans les racines de l'histoire de l'Europe. Celle-ci forme sa généalogie spirituelle».

Ce sont des concepts qui étant exprimés par un pape d'origine slave et, de plus, provenant d'un pays où prévaut politiquement une conception matérialiste de la vie, font penser qu'il s'est ouvert, pour l'Europe et pour le monde, une nouvelle phase déterminante de la période historique en cours; d'autant plus que Jean-Paul II n'a pas hésité à mettre en relief les difficultés du dialogue en cours entre deux conceptions diamétralement opposées de la vie qui sont à l'origine de la dichotomie du monde. Une dichotomie qu'Alexis de Tocqueville - comme on le sait - plongeant son regard dans l'Histoire, vit clairement se profiler (dès 1835, sur l'horizon du futur), en deux blocs opposés dont «l'un aurait eu comme moyen d'action la liberté, l'autre l'esclavage». La vérité est que l'histoire de l'homme est déterminée par une logique dont on ne peut pas se soustraire. Elle se révèle par un enchaînement de phénomènes qui apparaissent comme antithétiques aux contemporains, alors qu'ils ne sont rien d'autre que des lambeaux d'une vérité en gestation qui prend peu à peu forme et substantialité dans le temps.

Au fur et à mesure que l'europhisme se consolide dans la conception d'une société politiquement pluraliste d'une part, et dans la conception d'une société fondée sur l'unilatéralité politique, privée de forces subjectives créatrices de l'autre, le fossé qui divise les deux Europe s'élargit, mais le pont du pape Woytyla sur lequel devra passer l'idée de leur fusion, devra toutefois être soutenu par des piliers construits par les deux parties.

L'avenir proche - et l'on en devine déjà les premiers symptômes - sera orienté vers cet engagement grandiose qui, pour être valable, ne pourra pas ne pas se référer au modèle d'un système où les valeurs de l'esprit et des réalités pratiques se complètent et s'épanouissent en un nouveau con-

cept de la formation des sociétés. Et ceci parce que la société - contrairement à ce que l'on théorise sur les traces de Démocrite et de Hegel - n'est pas la somme de plusieurs individualités, mais la somme d'exigences subjectives qui, en se regroupant par affinité, s'objectivent et se traduisent en fonction de structures sociales.

Herbert Marcuse a rappelé - et cela a été répété de plusieurs parties - que l'homme n'est pas à une seule dimension, mais qu'il n'a été trouvé rien d'autre de mieux que - comme l'a écrit Marcuse lui-même - quelles que soient ses limitations, l'Etat de droit est certes toujours infiniment plus sûr que le gouvernement au-dessus ou en l'absence du droit .

Il s'ensuit qu'il est opportun que la société contemporaine soit modelée selon un système - dans ses fondements éthiques et structureux - qui permette à l'homme de s'exprimer d'une façon plus incisive dans le contexte d'une société conditionnée par des facteurs technologiques non éliminables.

En d'autres termes: que les structures sociales soient modelées selon un système qui permette à l'individu de participer directement à la vie collective par sa propre intervention directe à travers les secteurs des activités qui s'accordent le mieux avec lui.

Il est illusoire de supposer éviter un conflit armé si l'on ne saura pas apporter une solution au problème de l'unité des exigences économiques et morales au-dessus des frontières nationales européennes. C'est une illusion parce qu'en amont du conflit se trouve, justement, le processus de l'objectivation de ces exigences. Devancer ce processus et le théoriser avant qu'il ne soit imposé par la réalité pratique, signifierait faire une oeuvre de pacification authentique et concrète.

Il suffirait de relire les récents articles de M. Cestelli, «Déclin de l'Homo sapiens» et «Pax sovietica», publiés respectivement dans le «Bulletin Européen» de janvier et mars derniers et de les confronter avec le récent accord, décevant et boiteux, de Salt 2, pour se rendre compte qu'un affrontement entre l'Est et l'Ouest - avec la guerre civile à nos portes - est plus que probable; un affrontement qui apparaît, dans sa transposition historique, comme la dernière phase de la triade hégélienne. C'est ce processus certain de la dialectique qui fera ressortir que la liberté niée se réaf-

firme à travers sa négation. C'est la synthèse. C'est le transfert du concept de la liberté qui s'installe sur une position plus élevée que celle d'où elle était partie.

Remonter au processus historique en cours, mettre en lumière les causes concomitantes, proches et lointaines, qui ont déterminé le présent, signifie regarder au-delà pour faire en sorte - que le message soit recueilli ou non - que l'unité de l'Europe ne soit pas payée avec la plus grande tragédie qu'ait jamais vécue l'humanité tout au long de son histoire.

Pour se conformer aux inspirations suggérées par les événements en cours, le «Bulletin Européen» devrait accorder une plus grande importance à l'engagement de l'unité des deux Europe, en proposant un examen rigoureux et attentif des problèmes que les activités pratiques - pas moins que les activités spirituelles - imposent à l'homme contemporain.

Certes, le «Bulletin Européen» s'est engagé sur cette voie; mais il est également vrai que son inspiration est pratiquement rendue vaine par sa diffusion réduite aux centres de pouvoir européens qui ont d'ailleurs déjà fait leur choix.

Il serait donc préférable d'agir directement sur les centres de l'opinion publique européenne, dans l'attente que les forces idéologiques et pratiques - qui sont à l'origine de la dichotomie de l'Europe - en proposent l'unité avec une clarté et un engagement toujours croissants selon une inspiration implicitement déductive en partant des textes qui apparaîtraient au fur et à mesure dans le «Bulletin Européen».

Je ne suis pas sans ignorer que pour satisfaire de façon pratique un engagement d'une telle ampleur il faudrait une organisation à vaste rayon d'action, complexe et onéreuse, mais je sais, également, que l'on pourrait atteindre ce but avec des frais pratiquement nuls.

Il suffirait de créer, dans chaque pays du continent européen, un groupement de deux abonnés ou plus qui s'engageraient, à leurs frais, à diffuser, sous forme de photocopies, les traductions - dans les langues nationales respectives - des textes les plus significatifs publiés dans le «Bulletin Européen», aux fins de l'unité des deux fractions de l'Europe.

G.M. Violi

LIVRES REÇUS

Jean-Louis Burban, *Le Parlement européen et son élection* (préface de Jean-Pierre Cot). Librairie générale de droit et de jurisprudence, R. Pichon et R. Durand-Auzias - 20 et 24, rue Soufflot - 75005 Paris, 1979. Prix: 88,50 F (Franco).

Le Parlement européen existait, mais il menait une vie discrète. Qu'a-t-il fait jusqu'ici, à quoi sert-il, pourquoi déplacer 180 millions d'électeurs européens pour l'élire au suffrage universel direct? Pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt et pourquoi ne pas le faire plus tard? Est-ce que les succès du Marché commun sont tels qu'ils justifient cette élection? Quelles vont être les conséquences du suffrage populaire? Le futur Parlement, investi d'une légitimité nouvelle, ne risque-t-il pas de proclamer les «Etats-Unis d'Europe», au-

trement dit pour certains l'«Europe des Etats-Unis»? L'élection européenne est-elle à cet égard un progrès sans risque ou, au contraire, un risque sans progrès? Autant de questions auxquelles M. Burban répond avec la double autorité d'un praticien et d'un politicologue.

Le jeune et brillant parlementaire et universitaire Jean-Pierre Cot a accepté de préfacier cet ouvrage consacré à la moins connue des institutions européennes, que le recours au suffrage universel projette brusquement sur l'avant-scène de l'Histoire.

Lorenzo Bonfigli e Piero Zucchelli, *Ton pays est l'Europe*, Editions Motta, Milan 1979.

Telle est l'impression que l'on ressent en lisant les résultats de l'enquête effectuée par le Centre d'Etudes des Problèmes de la Jeunesse en collaboration avec le BUREAU DE PRESSE ET D'INFORMATION DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES dans les lycées italiens. Les jeunes veulent l'Europe Unie, mais avec des motivations qui n'épargnent pas des critiques au monde politique comme à celui de l'école, pour ne pas avoir su les faire participer aux problèmes qui ont marqué le chemin du processus, lent et laborieux, d'une unification qui dure désormais depuis trente ans.

L'enquête recueillie dans la brochure «TON PAYS EST L'EUROPE» (Editions Motta, Milan) par Lorenzo Bonfigli et Piero Zucchelli représente, comme l'écrit Mario Pedini dans la préface, «un point précis de référence de la connaissance et des espoirs des jeunes». Que savent les jeunes de l'Europe? Quelle est leur opinion sur l'appartenance de l'Italie à la Communauté

Européenne? Pourquoi désirent-ils l'Europe Unie? Quelles sont leurs sources d'information? Quelles seront les retombées qu'aura l'unification sur l'école? Des dizaines de milliers de lycéens de toutes les régions d'Italie ont répondu à ces interrogations et à d'autres. Et il a été obtenu de ces réponses un échantillon comme «cellules» par sexe, groupes de classes, pour des grandes répartitions géographiques, échantillon représentatif de l'école secondaire italienne. En commentant les données de l'enquête, Mario Pedini observe «qu'il est demandé, aujourd'hui, à l'école de projeter une vision européenne sur tout l'enseignement pour poser les bases de la formation du nouveau citoyen européen. C'est une oeuvre à laquelle ne peut pas se désintéresser l'école, étant donné le moment particulier de l'évolution européenne. Après les phases de rapprochement de l'intégration par des alliances économiques et sociales, il est finalement venu l'heure de resserrer les liens à travers un engagement culturel et politique».

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

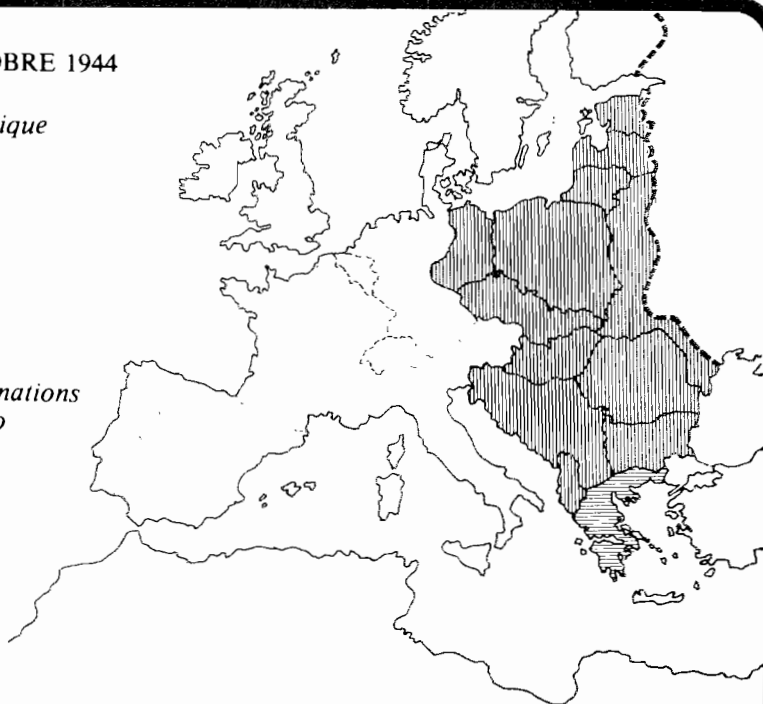
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
réconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>Julius Kaiser: Un continent éviré</i>	1
<i>Marc Doorenbos - Paul van Oye: Electionseuropéennes: à la frontière de l'échec!</i>	3
<i>Léo Tindemans: Unité dans la diversité</i>	7
Anniversaire: le Pacte fatal entre Hitler et Staline	8
Conseil de l'Europe	10
<i>M. Assimomitis: L'alphabet grec</i>	12
<i>Ernesto Piacentini: Pourquoi le latin pour l'Europe?</i>	14
Lettres reçues	17
Livres reçus	19

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

I dittrice Nagard Srl - Foro Traiano 1 A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione: Foro Traiano 1 A, Roma - telefoni: (06) 679.77.85 678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del 15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via I arga 11